

# L'Algérie fait un premier pas vers les appels d'offres EnR

[greenunivers.com/2018/06/lalgerie-fait-un-premier-pas-vers-les-appels-doffres-enr-183065](http://greenunivers.com/2018/06/lalgerie-fait-un-premier-pas-vers-les-appels-doffres-enr-183065)

June 8, 2018

Le gouvernement algérien prépare un appel d'offres solaire de 200 MW, a annoncé Mustapha Guitouni, ministre de l'Énergie, le 7 juin ; 150 MW feront l'objet d'une compétition ouverte aux acteurs internationaux et 50 MW sont d'ores et déjà réservés à l'énergéticien public monopolistique Sonelgaz.

## « Pas question de se précipiter »

Il s'agit là apparemment d'un changement d'échelle considérable par rapport au programme initial. Le prédécesseur du ministre actuel avait annoncé tout début 2017 vouloir organiser dans l'année un appel d'offres visant à installer 4 GW d'énergies renouvelables. La procédure n'a pas été lancée et, en lieu et place, une commission d'étude a été créée l'été dernier sur le sujet. Cela dit, « les pouvoirs publics algériens n'ont pas renoncé à lancer les appels d'offres de 4 050 MW pour la production d'électricité à partir d'énergie solaire », assure Chems-eddine Hafiz, associé du cabinet d'avocats LPA-CGR. L'élaboration du cahier des charges est en cours. Il y a des ajustements à effectuer qui prennent du temps, car il n'est pas question de se précipiter. »



(Crédit : Centre de développement des énergies renouvelables, ministère algérien de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique)

## Début de coopération

Au delà de ce premier petit appel d'offres, plusieurs initiatives tendent à démontrer, selon cet expert, que le pays se met en ordre de marche pour réaliser ses ambitions, lesquelles vise à installer 22 GW de capacité EnR d'ici 2030 et 27% du bouquet énergétique total contre 2% aujourd'hui. Une enquête approfondie sur les besoins et les ressources des régions est ainsi en cours par l'intermédiaire des représentants de l'Etat dans les *wilayas*, les divisions administratives algériennes.

De son côté, le groupe public pétrolier Sonatrach a demandé fin 2017 au groupe italien Eni de l'aider à identifier et caractériser le potentiel solaire du foncier dont il dispose. Et il a passé un accord en février dernier avec Engie – gros acheteur de gaz algérien – pour étudier la solarisation des stations de compression des gazoducs, entre autres. Des appels d'offres sont aussi prévus pour les acteurs locaux, pour 100 et 200 MW. Ils devraient être renouvelés chaque année, comme les 150 MW ouverts aux développeurs étrangers.

L'une des questions encore en débat, pour l'élaboration du cahier des charges de la future grande compétition, porte sur le rôle des investisseurs internationaux dans le programme algérien. Selon un développeur français, le contenu local obligatoire et les co-entreprises placées sous contrôle algérien pourraient représenter un frein majeur. Mustapha Guitouni se borne pour sa part à rappeler que l'arrivée d'investisseurs privés dans la fabrication locale de panneaux solaires en Algérie devrait concourir utilement aux ambitions nationales.